



**KPMG S.A.**  
25 Rue Hubert Curien  
Parc d'activité Romanet  
87000 Limoges

# Association UDAF 58

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024  
Association UDAF 58  
47 Boulevard du Pré Plantin - CS 10708 - 58027 NEVERS

Ce rapport contient 17 pages.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.	Société anonyme à conseil d'administration
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).	Siège social : Tour EQHO 2 avenue Gambetta CS 60055 92066 Paris La Défense Cedex Capital social : 5 497 100 € 775 726 417 RCS Nanterre



**KPMG S.A.**  
25 Rue Hubert Curien  
Parc d'activité Romanet  
87000 Limoges

## **Association UDAF 58**

47 Boulevard du Pré Plantin CS 10708 58027 NEVERS

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association UDAF 58,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UDAF 58 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'organe délibérant.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bourges, le 26 mai 2025

KPMG S.A.

Signé par **Elisabeth Leflaive**  
**Elisabeth Leflaive**

Associée

UDAF de	58 - NIEVRE
<b>UDAF Global Institution et Services</b>	<b>BILAN ACTIF</b>
au	31/12/2024

ACTIF	BRUT	AMORTISSEMENT	NET	
			31/12/2024	31/12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
Licences, Progiciels et Logiciels	116 281.68	114 646.02	1 635.66	4 713.13
Immob.Incorp.autres et en-cours	-	-	-	-
<u>Immobilisations corporelles</u>				
Terrains	109 280.00	-	109 280.00	109 280.00
Agencem. Et Aménagem. Des Terrains	3 900.00	3 900.00	-	-
Constructions	1 502 828.89	993 272.95	509 555.94	569 669.10
Install. Techn., Matériels et Outillages	2 357.89	2 357.89	-	-
Installations, Agencem. Et Aménagem.	624 990.01	517 581.05	107 408.96	95 199.99
Matériel de Transport	20 865.50	7 355.31	13 510.19	20 465.35
Matériel de Bureau	18 182.78	17 794.58	388.20	832.20
Matériel Informatique	255 213.27	226 613.16	28 600.11	24 853.26
Mobilier et divers	164 261.02	158 387.21	5 873.81	11 358.96
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Immobil.grevées de droit (commodat)	-	-	-	-
<u>Immobilisations financières</u>				
Participations et Créances rattachées	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Dépôts et Cautionnements	-	-	-	-
Autres	2 035.00	-	2 035.00	2 035.00
<u>F.S.L. et autres Fonds</u>				
Prêts et autres créances	-	-	-	-
<b>TOTAL I</b>	<b>2 820 196.04</b>	<b>2 041 908.17</b>	<b>778 287.87</b>	<b>838 406.99</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<u>Stocks et en-cours</u>				
Stocks	-	-	-	-
<u>Créances</u>				
Usagers et Organismes financeurs	155 804.05	-	155 804.05	75 788.73
Etat - Subventions à recevoir	-	-	-	-
Autres créances	22 134.22	-	22 134.22	34 759.33
<u>Comptes gérés des Tiers</u>				
Débiteurs, Particuliers et Organismes	-	-	-	-
<u>Valeurs Mobilières de Placement</u>				
Valeurs Mobilières de Placement	-	-	-	-
<u>Disponibilités</u>				
Banques, CCP, Caisse	2 473 157.07	-	2 473 157.07	2 446 176.61
<u>Comptes financiers (Tiers)</u>				
Valeurs Mobilières de Placement	-	-	-	-
Banques, CCP, Caisse	34 679.69	-	34 679.69	65 334.96
<u>Comptes financiers (Tiers)</u>				
Charges constatées d'avance	20 901.06	-	20 901.06	16 593.62
<b>TOTAL II</b>	<b>2 706 676.09</b>	<b>-</b>	<b>2 706 676.09</b>	<b>2 638 653.25</b>
Charges constatées d'avance	-	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-
<b>TOTAL III</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>5 526 872.13</b>	<b>2 041 908.17</b>	<b>3 484 963.96</b>	<b>3 477 060.24</b>

UDAF de	58 - NIEVRE
<b>UDAF Global</b> <b>Institution et Services</b>	<b>BILAN PASSIF</b>

au **31/12/2024**

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
<u>Fonds propres sans droit de reprise</u>		
Fonds propres statutaire	12 759.08	12 759.08
Fonds propres complémentaires	151.26	151.26
<u>Fonds propres avec droit de reprise</u>		
Fonds propres statutaire	-	-
Fonds propres complémentaires	-	-
<u>Ecarts de réévaluation</u>	-	-
<u>Réserves</u>		
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves sous contrôle de financeur	421 581.56	421 581.56
Autres réserves	153 881.44	153 881.44
<u>Report à nouveau</u>		
Report à nouveau	1 177 529.71	1 150 775.69
Report à nouveau sous contrôle de financeur	371 505.29	136 763.01
<u>Résultat de l'exercice</u>	157 771.57	261 496.30
<b>Sous-total Situation nette</b>	<b>2 295 179.91</b>	<b>2 137 408.34</b>
<u>Fonds propres consommables</u>	-	-
<u>Subventions d'investissement</u>	-	-
<u>Provisions réglementées</u>	13 895.68	16 463.22
<b>TOTAL I</b>	<b>2 309 075.59</b>	<b>2 153 871.56</b>
Fonds dédiés liés aux legs ou donations	-	-
Fonds dédiés sur autres opérations	17 200.00	17 200.00
<b>TOTAL II</b>	<b>17 200.00</b>	<b>17 200.00</b>
Provisions pour Risques	-	-
Provision pour charges	30 000.00	30 000.00
<b>TOTAL III</b>	<b>30 000.00</b>	<b>30 000.00</b>
<b>DETTES</b>		
<u>Comptes de Gestion</u>		
Emprunts et dettes auprès des établissem. De crédit (1)	540 060.61	604 902.39
Dettes Financières diverses (2)	601.70	693.65
Avances et Subventions à reverser	-	-
Avances et acomptes reçus	-	-
Redevables créditeurs	31 610.43	38 009.80
Fournisseurs et comptes rattachés	89 713.22	98 290.06
<u>Dettes Fiscales et Sociales</u>		
Personnel et comptes rattachés	178 598.17	255 877.38
Sécurité Sociale et Organismes sociaux	236 022.35	211 059.31
Etat et Collectivités Publiques	17 362.20	1 821.13
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	-	-
Dettes autres	-	-
<u>Comptes gérés des tiers</u>		
Particuliers, comptes gérés (tutelles)	34 679.69	65 334.96
FSL et autres Fonds, particuliers	-	-
Organismes et dettes autres	-	-
<b>TOTAL IV</b>	<b>1 128 648.37</b>	<b>1 275 988.68</b>
Produits constatés d'avance	40.00	-
<b>TOTAL V</b>	<b>40.00</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>3 484 963.96</b>	<b>3 477 060.24</b>

UDAF GLOBAL

Institution et Services

58-NIEVRE

COMPTE DE RESULTAT

EXERCICE

31/12/2024

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Cotisations	1 559,00	1 259,50	299,50
Ventes de biens et de services			0,00
Ventes de biens			0,00
Dont ventes de dons en nature			0,00
Ventes de prestation de service	159 858,80	168 125,71	-8 266,91
Dont parrainages			0,00
Produits de tiers financeurs			0,00
Concours publics et subventions d'exploitation	3 829 654,93	3 712 512,60	117 142,33
Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	3 532 646,46	3 404 606,88	128 039,58
Versements des fondateurs ou conso de la dot comptable			0,00
Ressources liées à la générosité du public			0,00
Dons manuels			0,00
Mécénats			0,00
Legs, donations et assurances-vie			0,00
Contributions financières			0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	41 462,70	95 713,66	-54 250,96
Utilisations des fonds dédiés		7 200,00	-7 200,00
Autres produits	147 986,06	147 998,62	-12,56
<b>TOTAL I</b>	<b>4 180 521,49</b>	<b>4 132 810,09</b>	<b>47 711,40</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			0,00
Achats de marchandises			0,00
Variation de stock			0,00
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00
Variation de stock			0,00
Autres achats et charges externes	521 212,51	474 341,46	46 871,05
Aides financières	14 064,06	13 902,72	161,34
Impôts, taxes et versements assimilés	267 033,72	266 734,33	299,39
Salaires et traitements	2 162 176,93	2 180 479,31	-18 302,38
Charges sociales	808 472,83	658 236,32	150 236,51
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	112 768,96	132 152,63	-19 383,67
Report en fonds dédiés		17 200,00	-17 200,00
Autres Charges	151 545,32	150 436,04	1 109,28
<b>TOTAL II</b>	<b>4 037 274,33</b>	<b>3 893 482,81</b>	<b>143 791,52</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>143 247,16</b>	<b>239 327,28</b>	<b>-96 080,12</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			0,00
De participation			0,00
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0,00
Autres intérêts et produits assimilés	36 117,51	22 119,84	13 997,67
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			0,00
Différences positives de change			0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0,00
<b>TOTAL III</b>	<b>36 117,51</b>	<b>22 119,84</b>	<b>13 997,67</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions			0,00
Intérêts et charges assimilées	10 849,33	12 077,50	-1 228,17
Différences négatives de change			0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0,00
<b>TOTAL IV</b>	<b>10 849,33</b>	<b>12 077,50</b>	<b>-1 228,17</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>25 268,18</b>	<b>10 042,34</b>	<b>15 225,84</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>168 515,34</b>	<b>249 369,62</b>	<b>-80 854,28</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			0,00
Sur opérations de gestion			0,00
Sur opérations en capital	554,28	806,00	-251,72
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 567,54	14 234,78	-11 667,24
<b>TOTAL V</b>	<b>3 121,82</b>	<b>15 040,78</b>	<b>-11 918,96</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			0,00
Sur opérations de gestion			1,56
Sur opérations en capital		2 912,54	-2 912,54
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions			0,00
<b>TOTAL VI</b>		<b>2 914,10</b>	<b>-2 914,10</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>3 121,82</b>	<b>12 126,68</b>	<b>-9 004,86</b>
<b>Participation des salariés aux résultats (VII)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Impôts sur les bénéfices (V-III)</b>	<b>13 865,59</b>	<b>0,00</b>	<b>13 865,59</b>
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>4 219 768,82</b>	<b>4 169 970,71</b>	<b>49 798,11</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>4 061 989,25</b>	<b>3 908 474,41</b>	<b>153 514,84</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>157 779,57</b>	<b>261 496,30</b>	<b>-103 724,73</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			0,00
Dons en nature			0,00
Prestations en nature			0,00
Bénévolat	-54 496,37	-49 368,86	-5 127,51
<b>TOTAL</b>	<b>-54 496,37</b>	<b>-49 368,86</b>	<b>-5 127,51</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES</b>			0,00
Secours en nature			0,00
Mise à disposition de biens et services			0,00
Prestations			0,00
Personnel bénévole	54 496,37	49 368,86	5 127,51
<b>TOTAL</b>	<b>54 496,37</b>	<b>49 368,86</b>	<b>5 127,51</b>

## **SOMMAIRE**

### **I - OBJET SOCIAL ET ACTIVITES**

- 1.1. Objet social
- 1.2. Activités principales

### **II - FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE**

- 2.1. Evénements principaux de l'exercice
- 2.2. Principes, règles et méthodes comptables :
- 2.3. Dérogations, modifications aux principes et méthodes

### **III - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN**

- 3.1. Bilan actif
  - 3.1.1. Immobilisations incorporelles et corporelles - Mouvements de l'exercice
  - 3.1.2. Immobilisations incorporelles et corporelles - Amortissements durée
  - 3.1.3. Immobilisations incorporelles et corporelles - Amortissements mouvements de l'exercice
  - 3.1.4. Actif circulant classement par échéances
- 3.2. Bilan passif
  - 3.2.1. Tableau de variation des capitaux propres
  - 3.2.2. Provision congés payés
  - 3.2.3. Engagements pris en matière de retraite
  - 3.2.4. Dettes financières - Classement par échéance
  - 3.2.5. Crédit bail - Locations
- 3.3. Informations relatives au compte de résultat
  - Résultats par service
- 3.4. Effectifs

### **IV - ELEMENTS HORS BILAN**



**I - OBJET SOCIAL ET ACTIVITES****1.1. Objet social**

L'UDAF a pour objet, sur le plan départemental :

- 1° Conformément aux dispositions de l'article L. 211-3 du code de l'action sociale et des familles, de :
  - a) donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ;
  - b) représenter officiellement auprès des pouvoirs publics, l'ensemble des familles, et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils et assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la région, le département, la commune ;
  - c) gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge ;
  - d) exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique, notamment de l'agrément prévu à l'article L. 421-1 du code de la consommation, l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles y compris pour les infractions prévues par l'article 227-24 du code pénal.
- 2° de donner à l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui adresser spontanément toutes suggestions dont l'examen lui paraîtra opportun ;
- 3° d'entreprendre toutes études et actions utiles à la défense des intérêts généraux, matériels et moraux des familles, (y compris en leur qualité d'usagères et consommatrices de biens et services) ;
- 4° de mettre à la disposition des membres actifs et des organismes associés la documentation utile à l'exercice de leur mission ;
- 5° de faciliter la collaboration de ses membres actifs avec les organismes associés dans la mesure où ces groupements à but familial, sans constituer une association familiale au sens de l'article L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles, n'en exercent pas moins une activité utile aux familles ;
- 6° de gérer tout service que le développement des services collectifs pourra initier ;
- 7° d'agir dans tous les domaines de la vie des familles, et notamment, l'enfance et la jeunesse, l'habitat, l'emploi, l'éducation, la protection sociale, l'environnement, la santé, la consommation, l'économie, l'autonomie et la dépendance, le handicap, le développement durable, les médias et les usages numériques.

L'UDAF peut provoquer, à l'intérieur du département, la constitution d'unions locales d'associations familiales, selon les dispositions de l'article L. 211-6 du code de l'action sociale et des familles.

## **1.2. Activités principales**

Les principales activités de l'UDAF de la Nièvre sont :

- Les Mesures Judiciaires de Protection des Majeurs
- Les Mesures Judiciaires d'Aide à la Gestion du Budget Familial
- L'Information et le Soutien aux Tuteurs Familiaux
- Les Mesures d'Accompagnement Social Personnalisée
- Le Point Conseil Budget
- Les actions de soutien à la parentalité
- Animation de la vie associative départementale et organisation d'actions et de services en faveur des familles.

II - FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

2.1. Evènements principaux de l'exercice

- Depuis octobre 2004, les comptes individuels remplacent l'ancien "compte pivot". Pour certaines personnes suivies en MJAGBF (ex-Tutelles aux Prestations Sociales Enfants), un compte a été ouvert au nom de l'UDAF.  
  
Au 31 décembre 2024, ils représentaient 60 comptes pour 34 679.69 €. 1 compte est ouvert à la Caisse d'Epargne pour 230.73 € et 59 sont ouverts au Crédit-Mutuel pour 34 448.96 €. Ils sont comptabilisés dans l'actif (Comptes financiers Tiers) et le passif (Comptes gérés des tiers) du bilan.
- De 2005 à 2009, l'UDAF a utilisé les fonds dédiés pour faire face aux dépenses importantes. De ces dépenses importantes, il ne reste que 286,25 euros à reprendre au résultat En 2013 suite à l'acquisition d'espace de bureaux supplémentaire, des fons dédiés ont été constitués afin de procéder à des aménagements. De ces fonds dédiés il ne reste que 11 255,38 euros à reprendre au résultat.  
En 2019 ces fonds ont été augmentés de 16 000€ pour le financement formation de 2019 reportées en 2020 en raison de mouvements de grèves et de 8 040€ afin de faire face au doublement d'un cadre partant en retraite à la fin de l'année 2020. Ces fonds dédiés ont été repris au résultat de 2020.  
En 2020 des fonds dédiés ont été augmentés pour d'une part financer une action de formation particulière de 5000,00 euros et d'autre part affecter une quote part de subvention sur 2021 pour un montant de 17 500, 00 euros.  
Au 31 décembre 2024, les fonds dédiés se montent à 17 200,00 €. Voir en annexe le tableau récapitulatif de ces fonds.  
Aucune dotation, ni reprise n'a été comptabilisée en 2024.
- En 2019, un Plan Pluri Annuel d'Investissement de 20 000 € a été accordé par la DDCSPP pour le développement du matériel informatique, dans l'optique de sortir en fin d'année 2020 de contrats de leasing.  
En 2020 un Plan Pluri Annuel d'Investissement de 30 000 € a été accordé par la DDCSPP afin de permettre le financement des aménagements et des matériels informatiques et téléphoniques nouveaux. Ce PPI permet une bonne continuité de service et permet de prendre en compte les contraintes de réorganisation imposées par la pandémie de la COVID-19.  
Au 31 décembre 2024, le solde du PPI se montait à 13895.68 €. Voir en annexe les tableaux récapitulatifs de ces fonds.

PPI	Montant restant	Année fin d'amortissement
PPI 2014-2018	1604.73	2033
PPI 2017-2018	0	2024
PPI 2018-2021	156.83	non utilisé
PPI 2019-2022	191.36	non utilisé
PPI 2020-2022	11942.76	2035
	13895.68	

## 2.2. Principes, règles et méthodes comptables :

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exercice,
  - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
  - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales, d'établissements et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels à compter du 1er janvier 2020 ont été établis selon les règlements édictés par l'Autorité des Normes Comptables, ANC 2018-06. La première application de ce référentiel a constitué un changement de méthode qui a pour conséquence de modifier la présentation des états financiers.

## 2.3. Dérogations, modifications aux principes et méthodes comptables

Aucune dérogation significative aux principes, règles et méthodes de base de la comptabilité ne mérite d'être signalée.

Ce bilan est le bilan global de l'UDAF de la NIEVRE; Il intègre :

- L'Association
- Les Fonds gérés
- Les Fonds sociaux.

## III - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

### 3.1. BILAN ACTIF

#### 3.1.1. Immobilisations incorporelles et corporelles - Mouvements de l'exercice

Voir annexe

#### 3.1.2. Immobilisations incorporelles et corporelles - Amortissements durée

Nature Immobilisations	Mode	Durée
Imm. incorporelles	Linéaire	3 à 5 ans
Immeubles	Linéaire	25 ans
Agencements	Linéaire	5 à 15 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans

3.1.3. Immobilisations incorporelles et corporelles amortissements - Mouvements de l'exercice  
 Voir annexe

3.2 BILAN PASSIF

3.2.1. Tableau de variation des fonds propres

variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	augmentation	diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant				
fonds propres sans droit de reprise	12 910.34				12 910.34
Fonds propres avec droit de reprise	0.00				0.00
Ecart de réévaluation	0.00				0.00
Réserves	153 881.44				153 881.44
Réserves sous contrôle de tiers financeurs	421 581.56				421 581.56
Report à nouveau	1 150 775.69	26 754.02			1 177 529.71
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	136 763.01	234 742.28			371 505.29
Excédent ou déficit de l'exercice	261 496.30	-261 496.30	157 771.57		157 771.57
Situation nette	2 137 408.34	0.00	157 771.57	0.00	2 295 179.91
Fonds propres consommables	0.00				0.00
Subventions d'investissement	0.00				0.00
Provisions réglementées	16 463.22			-2 567.54	13 895.68
TOTAL	2 153 871.56	0.00	157 771.57	-2 567.54	2 309 075.59

3.2.2. Provision congés payés

La totalité des congés restants au 31/12/2024 a été provisionnée :

Le total s'élève à 259 050.53 €

3.2.3. Engagements pris en matière de retraite

Les droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite, ne sont pas comptabilisés.

En revanche, un contrat collectif "Indemnités de fin de carrière" a été souscrit le 1er janvier 1999 auprès de LA FEDERATION CONTINENTALE, groupe GENERALI.

Au 31/12/2011, le montant du fonds constitué était soldé.

Début 2007, un nouveau contrat IFC a été ouvert auprès du Crédit Agricole.

Au 31/12/2024, nous avons réalisé un versement de 83 000 €

Au 31/12/2024, le montant des fonds constitués est de

328 694.64 €

Organisme	Contrat	Montant
GENERALI	02604106365	87.32 €
CREDIT AGRICOLE	9E004898	161 516.93 €
CREDIT AGRICOLE	9E007696	167 003.07 €
		328 607.32 €

Pour information, le montant de la provision charges comprises serait de 225 965.00 € au 31/12/2024.

Les principaux paramètres de ce calcul sont les suivants :

- La convention collective appliquée est la CCN66
- Mortalité : le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles
- L'âge de départ à la retraite est : 67 ans
- Le taux d'évolution des salaires est de 1,00%
- Le taux monétaire est de 3.50%
- Le taux global de charges sociales est de : 36.95 %
- Le taux global de taxe sur les salaires est de : 9.53 %
- Le taux de Turn over est faible

3.2.4. Dettes financières - Classement par échéance

EMPRUNTS	Total	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Locaux Pré Plantin 2005	323 880.81	50 771.02	212 735.20	60 374.59
Extension locaux 2012	179 804.27	12 323.70	51 833.05	115 647.52
Extension locaux 2016	36 375.35	2 976.96	12 489.39	20 909.00
TOTAL	540 060.43	66 071.68	277 057.64	196 931.11

3.2.5. Crédit bail

Au 31.12.2024, le montant des échéances restant dues sur le contrat de crédit-bail s'élève à 12443.72 € et concerne la location des 6 copieurs pour la période restant à courir jusqu'au 01/10/2025.

3.3. Informations relatives au compte de résultat

	2024	2023
Institution	47 142.15 €	25 765.14 €
ISTF	9 035.61 €	6 512.91 €
Conventions d'objectifs PCB	11 910.44 €	12 470.90 €
Conventions d'objectifs Parentalité	-	76.61 €
Pôle de Compétence	3 009.17 €	- €
Mesures Judiciaires d'Aide à la Gestion du Budget Familial	66 138.86 €	76 711.81 €
Mesures Judiciaires à la Protection des Majeurs (MUPM)	66 296.61 €	158 030.47 €
Accompagnement social	15 922.05 €	- 18 071.54 €
Résultat d'ensemble	157 771.57 €	261 496.30 €

3.4. Effectif au 31 décembre compte tenu des temps d'emploi

	2024	2023
Salariés CDI	60.60	60.30
Salariés CDD	3.00	6.94
Contrats aidés	1.80	-
Total	65.40	67.24



IV - ELEMENTS HORS BILAN

- Ouverture en octobre 2004 de comptes individuels ouverts au nom de chaque personne suivie. Ces comptes "de gestion" remplacent le Compte Pivot.  
Au 31 décembre 2024, ils représentaient 6 073 280.58 € contre 4 496 288.16 € au 31/12/2023.

6 085 186.13 € pour les MJPM	(264 comptes ouverts au Crédit Mutuel et 976 comptes ouverts à la Caisse d'Epargne).
18 508.93 € pour les MASP	133 comptes ouverts au Crédit Agricole). (40 comptes ouverts au Crédit Mutuel)

Conformément aux directives de l'UNAF, ces comptes individuels dont le titulaire est le majeur et administrés par l'UDAF sont à inscrire en annexe des comptes annuels et non au bilan.

- Les autres comptes externes et placements des Majeurs Protégés, qui ont commencés à être valorisés en 1997, sont également enregistrés en annexe de la comptabilité.  
Au 31 décembre 2023, le montant définitif est de 37 935 091.98 €.  
La valorisation au 31 décembre 2024 est en cours, elle est de 41 549 695.38 au 22/05/2025